

## **Madelin : "arriver à la violence zéro en Palestine"**

**TF1 : Vous venez de passer quelques jours dans les territoires palestiniens et en Israël, vous avez rencontré plusieurs interlocuteurs. Quel est votre sentiment ? Inquiet ?**



Bien sûr ! Tout doit être fait aujourd'hui pour enrayer l'escalade. Israël ne doit pas se laisser entraîner à l'engrenage de la riposte. Même, si bien sûr, lorsque des obus de mortier tombent sur Jerusalem, on ne peut pas laisser impunis les foyers d'où partent ces obus de mortier ! Mais de la même façon, je crois qu'il faut tout faire pour convaincre Arafat de tout mettre en œuvre, pour arrêter le terrorisme et la violence. C'est ce qu'on appelle le rapport Mitchell. Un rapport fait sur l'initiative des américains, mais qui est accepté par tout le monde. Il faut arriver à la violence zéro, de façon à pouvoir reprendre le dialogue pour la paix. Ce n'est pas simple ! Je pense que les Palestiniens ont droit à un Etat, celui que leur reconnaît la communauté internationale.

Mais cet Etat futur, la communauté internationale a le devoir de veiller à ce qu'il doit être. Cela ne peut être un Etat qui souffle la haine du peuple juif, un Etat qui pousse en avant des enfants dans des opérations de commandos suicides... Il faut essayer de s'employer de part et d'autre, avec la meilleure volonté du monde, à détruire pierre par pierre ce mur de haine qu'on a monté ces dernières années.

*« Un pousse-au-feu »*

**TF1 : Avez-vous le sentiment qu'aujourd'hui une organisation, la France, l'Europe ou bien les Etats Unis peuvent influencer Arafat et Sharon ?**

La communauté internationale pèse de tout son poids pour inviter les Israéliens à ne pas se laisser entraîner dans la spirale de la violence, il faut aussi exercer tout son poids pour obtenir d'Arafat qu'il mette vraiment tout en œuvre pour arrêter cette violence. Je ne suis pas certain que ce soit le cas aujourd'hui et quand on observe la télévision palestinienne et les manuels scolaires des enfants, ce sont en permanence des appels à la haine. Vous savez en France, on parle de couvre-feu pour éviter que les mineurs ne se laissent entraîner dans de fâcheuses aventures, mais ici on a le sentiment qu'il y a une sorte de pousse-au-feu des jeunes enfants palestiniens.

**« Je parle le même langage à tout le monde »**

**TF1 : Avez-vous le sentiment que les accords d'Oslo, ou ce qu'il en reste, sont encore valables ou qu'ils sont définitivement morts ?**

Si les accords d'Oslo voulaient dire que les Palestiniens ont droit à un territoire, d'y vivre en paix, de pouvoir circuler librement, travailler, faire en sorte que leurs enfants puissent être élevés, avoir de bonnes études, alors bien sûrs les accords d'Oslo restent valables. Mais on a un peu le sentiment que de part et d'autre les accords d'Oslo sont regardés comme un marché de dupes. Alors peut-être qu'il faudra reprendre les choses sous un autre angle. Mais ceci est l'affaire des Israéliens et des Palestiniens.

**TF1 : On a le sentiment en vous écoutant d'un discours un peu différent notamment vis-à-vis de la façon dont Arafat gère ce qui est l'embryon d'un Etat palestinien. C'est une nouveauté chez vous ou dans le langage politique en France ?**

J'ai une ligne politique constante qui me permet de parler le même langage à tout le monde. C'est ce que j'appelle la préférence démocratique. Depuis la chute du mur de Berlin, je crois qu'il faut que l'on revoit un peu notre carnet d'adresse et nos amis. Et puisque la France est le pays des droits de l'Homme et de la démocratie, nous devons justement avoir des relations d'Etat avec tout le monde : avec les dirigeants chinois, avec les dirigeants palestiniens, avec les dirigeants syriens. Mais, on a aussi le devoir de pratiquer, ce que j'appellerais, la préférence démocratique ! Il est normal d'entretenir des relations avec Arafat. Et qu'on utilise ces relations pour faire cesser la violence et le terrorisme. Mais, il est normal aussi, si on reconnaît aux Palestiniens le droit d'avoir un Etat, que l'on dise qu'ils n'ont pas le droit à n'importe quel Etat. Ce dernier doit être résolument démocratique, ouvert et tolérant.